

Rapport intermédiaire
au 30 juin 2018



États financiers intermédiaires résumés et consolidés et notes

DÉFINITIONS

Capitaux employés	Immobilisations incorporelles + goodwill + immobilisations corporelles + besoin en fonds de roulement
Besoin en fonds de roulement	Stocks + créances commerciales et autres créances d'exploitation + autres actifs courants + actifs non courants détenus en vue de la vente – autres provisions courantes – dettes commerciales et autres dettes d'exploitation – passifs d'impôts exigibles – autres passifs courants
Endettement Financier Net (EFN)	Emprunts obligataires non courants et courants + dettes financières non courantes et courantes - Trésorerie et équivalents de trésorerie
Résultat opérationnel sur activité	Chiffre d'affaires + produits des activités annexes + achats + rémunérations et charges sociales + autres charges opérationnelles et dotations aux amortissements et dépréciation des goodwill
Résultat opérationnel (EBIT)	Résultat opérationnel sur activité + Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats
EBITDA	Résultat opérationnel sur activité + amortissements et dépréciations + autres éléments non cash

COMPTE DE RESULTATS RESUME CONSOLIDE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Jun 2018	Jun 2017
Chiffre d'affaires		1.860.146	1.455.872
Produits des activités annexes	6	31.123	57.988
Achats		(1.117.770)	(809.501)
Rémunérations et charges sociales		(334.784)	(281.781)
Autres charges opérationnelles		(233.825)	(189.435)
Dotations aux amortissements		(126.150)	(116.844)
Résultat opérationnel sur l'activité		78.740	116.299
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats	11	(1.211)	(15.284)
Résultat opérationnel		77.529	101.015
Coûts de l'endettement financier	7	(7.091)	(9.427)
Autres charges & produits financiers	7	29	(3.867)
Résultat financier		(7.062)	(13.294)
Résultat avant impôts		70.467	87.721
Impôts sur le résultat	9	(20.199)	(20.926)
Résultat de l'exercice		50.268	66.795
Participations ne donnant pas le contrôle	8	1.581	1.030
Résultat – Part du groupe		51.849	67.825
Résultat net part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		2,05	2,68

ETAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Jun 2018	Jun 2017
Résultat – Part du groupe		51.849	67.825
Résultat de l'exercice		50.268	66.795
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture		(4.505)	7.227
Ecart de conversion		1.904	(19)
Impôts différés		630	(1.439)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		(1.971)	5.769
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		0	0
Impôts différés		0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		0	0
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres		(1.971)	5.769
Résultat global :		48.297	72.564
- Part du groupe		50.016	73.656
- Part des participations ne donnant pas le contrôle		(1.719)	(1.092)
Résultat global part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		1,98	2,91

ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2018	Décembre 2017(*)	Décembre 2017
Immobilisations incorporelles		90.890	91.343	91.343
Goodwill		177.519	184.930	184.930
Immobilisations corporelles	10	2.208.024	2.138.208	2.138.208
Entreprises associées et partenariats	11	138.778	140.510	140.510
Autres actifs financiers non courants		154.258	147.719	147.719
Instruments dérivés non courants	16	171	921	921
Autres actifs non courants		10.416	7.798	7.798
Actifs d'impôts différés		99.300	104.022	104.022
Total actifs non courants		2.879.356	2.815.451	2.815.451
Stocks	12	107.647	138.965	138.965
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	13	1.330.838	1.120.306	1.132.306
Autres actifs courants		39.608	32.963	32.963
Instruments dérivés courants	16	1.146	4.156	4.156
Actifs financiers courants		19	34	34
Actifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	428.011	523.018	523.018
Total actifs courants		1.907.269	1.819.442	1.831.442
Total de l'actif		4.786.625	4.634.893	4.646.893
Capital		41.330	41.330	41.330
Prime d'émission		800.008	800.008	800.008
Résultats non distribués		804.087	812.993	840.543
Plan de pension à prestations définies		(25.268)	(25.268)	(25.268)
Réserves liées aux instruments financiers		(6.332)	(2.457)	(2.457)
Écarts de conversion		(10.210)	(12.252)	(12.252)
Capitaux propres – Part du groupe CFE		1.603.615	1.614.354	1.641.904
Participations ne donnant pas le contrôle		12.067	14.421	14.421
Capitaux propres		1.615.682	1.628.775	1.656.325
Engagements de retraites et avantages du personnel		53.231	53.149	53.149
Provisions	14	34.812	30.183	30.183
Autres passifs non courants		3.127	4.497	4.497
Emprunts obligataires	17	29.531	231.378	231.378
Dettes financières	17	694.409	419.093	419.093
Instruments dérivés non courants	16	7.858	7.209	7.209
Passifs d'impôts différés		116.985	126.946	130.023
Total passifs non courants		939.953	872.455	875.532
Provisions courantes	14	75.454	82.530	82.530
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation		1.345.716	1.295.073	1.276.446
Passifs d'impôts exigibles		43.666	43.275	43.275
Emprunt obligataire	17	201.097	99.959	99.959
Dettes financières	17	152.837	124.497	124.497
Instruments dérivés courants	16	7.472	7.445	7.445
Passifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Autres passifs courants		404.748	480.884	480.884
Total passifs courants		2.230.990	2.133.663	2.115.036
Total des capitaux propres et passifs		4.786.625	4.634.893	4.646.893

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* et de la norme *IFRS 9 Instruments financiers et des amendements liés*, nous référons à la note 3.2.

TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2018	Juin 2017
Activités opérationnelles			
Résultat opérationnel sur l'activité		78.740	116.299
Amortissements sur immobilisations (in) corporelles et immeubles de placement		126.150	116.844
Dotations nettes aux provisions		(1.844)	3.135
Réduction de valeur sur actifs et autres éléments non-cash		(945)	(10.301)
Perte/(bénéfice) relatifs à la cession des immobilisations corporelles		(1.708)	(2.397)
Dividendes reçus des entreprises associées et en partenariat		3.340	6.315
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement		203.733	229.895
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances courantes et non courantes		(228.409)	20.201
Diminution/(augmentation) des stocks		34.502	4.124
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et des autres dettes courantes et non courantes		23.084	43.105
Impôts sur le résultat payé/reçu		(23.777)	(16.120)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		9.133	281.205
Activités d'investissement			
Vente d'immobilisations		2.534	4.654
Acquisition d'immobilisations		(226.739)	(267.774)
Acquisition de filiales sous déduction de trésorerie acquise		336	0
Augmentation de capital des sociétés mises en équivalence		(1.395)	(2.015)
Cession de filiales		0	0
Nouveaux emprunts accordés		(10.568)	(4.216)
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		(235.832)	(269.351)
Activités de financement			
Intérêts payés		(16.657)	(17.877)
Intérêts perçus		5.112	6.970
Autres charges & produits financiers		(569)	(9.065)
Emprunts		390.239	78.672
Remboursements des dettes		(185.069)	(34.224)
Dividendes payés		(60.715)	(54.426)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement		132.341	(29.950)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie		(94.358)	(18.096)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		523.018	612.155
Effets de change		(649)	(1.106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		428.011	592.953

Les acquisitions et cessions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise n'incluent pas les entités qui ne constituent pas un regroupement d'entreprises (pôle promotion immobilière); celles-ci ne sont donc pas considérées comme des opérations d'investissement et sont directement reprises dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

ETAT RESUME CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour la période se terminant le 30 juin 2018

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2017	41.330	800.008	840.543	(25.268)	(2.457)	(12.252)	1.641.904	14.421	1.656.325
IFRS 15 & 9 amendées			(27.550)				(27.550)		(27.550)
Décembre 2017(*)	41.330	800.008	812.993	(25.268)	(2.457)	(12.252)	1.614.354	14.421	1.628.775
Résultat global de la période			51.849		(3.875)	2.042	50.016	(1.719)	48.297
Dividendes payés aux actionnaires			(60.755)				(60.755)		(60.755)
Dividendes des minoritaires								(518)	(518)
Autres mouvements								(117)	(117)
Juin 2018	41.330	800.008	804.087	(25.268)	(6.332)	(10.210)	1.603.615	12.067	1.615.682

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* et de la norme *IFRS 9 Instruments financiers et des amendements liés*, nous référons à la note 3.2.

Pour la période se terminant le 30 juin 2017

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2016	41.330	800.008	714.527	(19.464)	(7.337)	(7.505)	1.521.559	14.918	1.536.477
Résultat global de la période			67.825		5.788	43	73.656	(1.092)	72.564
Dividendes payés aux actionnaires			(54.426)				(54.426)		(54.426)
Dividendes des minoritaires								(592)	(592)
Autres mouvements								100	100
Juin 2017	41.330	800.008	727.926	(19.464)	(1.549)	(7.462)	1.540.789	13.334	1.554.123

CAPITAL ET RESERVES

Le capital au 30 juin 2018 est constitué de 25.314.482 actions ordinaires. Il s'agit d'actions sans désignation de valeur nominale. Les propriétaires d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes et ont le droit à une voix par action aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Le 22 février 2018, un dividende de 60.755 milliers d'euros, correspondant à 2,40 EUR brut par action, a été proposé par le conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée Générale du 3 mai 2018. Ce dividende a été mis en paiement.

Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action étant donné l'absence d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation.

Il se calcule comme suit :

RÉSULTAT PAR ACTION AU 30 JUIN (milliers d'euros)	2018	2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	51.849	67.825
Résultat global (part du groupe)	50.016	73.656
Nombre d'actions ordinaires à la date de clôture	25.314.482	25.314.482
Bénéfice de base (dilué) par action en euros	2,05	2,68
Résultat global (part du groupe) par action en euros	1,98	2,91

1. PRINCIPES GENERAUX
2. METHODES DE CONSOLIDATION
 - 2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION
 - 2.2. OPÉRATIONS INTRA-GROUPE
 - 2.3. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS
 - 2.4. OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES
3. REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION
 - 3.1. RECOURS À DES ESTIMATIONS
 - 3.2. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE : APPLICATION DE LA NORME IFRS 15 « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS » ET DE LA NORME IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS » ET DES AMENDEMENTS LIÉS
4. INFORMATION SECTORIELLE
 - 4.1. ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTATS
 - 4.2. ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 - 4.3. TABLEAU RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
 - 4.4. AUTRES INFORMATIONS
 - 4.5. SECTEURS GÉOGRAPHIQUES
5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES
6. PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES
7. RESULTAT FINANCIER
8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE
9. IMPÔTS SUR LE RESULTAT
10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES
11. ENTREPRISES ASSOCIÉES ET PARTENARIATS
12. STOCKS
13. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES D'EXPLOITATIONS
14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS
15. ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS
16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS
17. INFORMATIONS RELATIVES À L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.2. ÉCHÉANCIER DES DETTES FINANCIÈRES
 - 17.3. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX DETTES FINANCIÈRES
 - 17.4. LIGNES DE CRÉDIT
 - 17.5. CONVENANTS FINANCIERS
18. INFORMATIONS RELATIVES À LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS
 - 18.1. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS
 - 18.2. RÉPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME
 - 18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATÉGORIE COMPTABLE
19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS
20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS
21. LITIGES
22. PARTIES LIÉES
23. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE
24. IMPACT DES MONNAIES ÉTRANGÈRES
25. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
26. SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ
27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Préambule

Le conseil d'administration a donné son autorisation pour la publication des états financiers intermédiaires résumés et consolidés le 27 août 2018.

[PRINCIPALES TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2018 ET LES SIX PREMIERS MOIS DE 2017 AVEC EFFET SUR LE PERIMETRE DU GROUPE CFE](#)

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2018

1. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1er semestre 2018, DEME a acquis :

- 100% des titres de la société Dredeco PNG Ltd;
- 100% des titres de la société Middle East Marine Contracting Ltd ;
- 100% des titres de la société Naviera Living Stone S.L.U..

Les entités acquises citées ci-dessus ont été consolidées selon la méthode globale.

Le groupe DEME a également acquis durant le 1er semestre 2018 :

- 50% des titres de la société nouvellement créée Earth Moving Al Duqm LLC ;
- 15% des titres de la société BAAK Blankenburg-Verbinding BV.

Les entités acquises citées ci-dessus ont été intégrées par mise en équivalence.

Enfin, les sociétés Europ Agregats sarl détenue à 100% et Ecoterres Holding détenues à 74,90% ont été absorbées respectivement par DEME Building Materials NV et DEME Environmental Contractors NV, sociétés détenues à 100%.

2. Pôle contracting

Néant.

3. Pôle promotion immobilière

Le 1er janvier 2018, le groupe CFE, au travers de sa filiale BPI Real Estate Belgium SA, a augmenté sa participation de 75,33% à 100% dans la société D.H.B. SA. Cette société était déjà consolidée selon la méthode globale.

Le 14 mai 2018, la société Foncière Sterpenich SA, filiale de BPI Real Estate Belgium SA, a été renommée BPI Park West SA.

Le 30 mai 2018, le groupe CFE, au travers de sa filiale BPI Real Estate poland sp.z.o.o. a acquis 100% des titres de la société BPI Sadowa sp.z.o.o. Cette société a été consolidée selon la méthode globale.

Le 8 juin 2018, le groupe CFE, au travers de ses filiales BPI Real Estate Belgium SA et BPI Samaya SA, a constitué la société Wolimmo SA. Cette société est détenue à 100% et a été consolidée selon la méthode globale.

Le 8 juin 2018, le groupe CFE, au travers de ses filiales BPI Real Estate Belgium SA et BPI Samaya SA, a constitué la société Zen Factory SA. Cette société est détenue à 100% et a été consolidée selon la méthode globale.

4. Pôle Holding et activités non transférées

Néant.

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2017

1. Pôle dragage et environnement

Au cours du 1^{er} semestre 2017, DEME a acquis 50% des parts de la société K3 DEME. Cette société est intégrée par mise en équivalence.

2. Pôle contracting

Le 26 avril 2017, la société CFE Sénégal SASU a été constituée. Cette société, détenue à 100% par CFE Contracting SA, filiale du groupe CFE à 100%, est consolidée selon la méthode globale.

3. Pôle promotion immobilière

Le 29 juin 2017, la société Ernest 11 SA a été constituée. Cette société est détenue à 50% par BPI SA, filiale à 100% du groupe CFE, et est intégrée par mise en équivalence.

Au cours du 1^{er} semestre 2017, BPI Luxembourg SA, filiale à 100% du groupe CFE, a cédé la totalité de sa participation dans la société PEF Kons Investment SA, soit 33,33%.

Au cours du 1^{er} semestre 2017, BPI SA, filiale à 100% du groupe CFE, a cédé la totalité de ses participations dans les sociétés Rederij Marleen BVBA, Rederij Ishtar BVBA et Oosterover NV, soit 50% dans chacune de ces sociétés.

4. Pôle Holding et activités non transférées

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES GENERAUX

IFRS TELS QU'ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les principes comptables retenus au 30 juin 2018 sont les mêmes que ceux utilisés dans la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des normes IFRS 15 et IFRS 9 applicables à compter du 1^{er} janvier 2018. Nous référons à la note 3.2 de ce rapport.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2018

- Amendements à IAS 40 *Transferts des immeubles de placement*
- IFRS 9 *Instruments financiers et les amendements liés*
- Amendements à IFRS 2 *Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*
- Amendements à IFRS 4 *Application d'IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance*
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2014-2016 : Amendements aux IFRS 1 et IAS 28
- IFRIC 22 *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie payée d'avance*
- IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

NORMES ET INTERPRÉTATIONS ÉMISES MAIS PAS ENCORE APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2018

Le groupe n'a pas anticipé les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2018.

- Amendements à IAS 19 *Modifications des plans, réductions ou règlements* (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IAS 28 *Participations à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises* (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IFRS 9 *Modalités de remboursement anticipé avec rémunération négative* (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019)
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 *Vente ou contribution d'actifs entre l'investisseur et sa participation dans des entreprises associées ou coentreprises* (date d'entrée en vigueur reportée indéfiniment, par conséquent l'adoption au niveau européen a également été reportée)
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017 (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019, mais non encore adoptées au niveau européen)
- IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019, mais non encore adopté au niveau européen)
- IFRS 14 *Comptes de report réglementaires* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2016, mais non encore adopté au niveau européen)
- IFRS 16 *Contrats de location* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2019)
- IFRS 17 *Contrats d'assurance* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2021, mais non encore adopté au niveau européen)

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours. Le groupe ne s'attend pas à des modifications résultant de l'application de ces normes, à l'exception de la norme IFRS 16.

La nouvelle norme IFRS 16 abolit pour le preneur d'un contrat de location, l'actuelle distinction entre locations simples, comptabilisées en charges et locations financement, comptabilisées en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière pour requérir, pour l'ensemble des contrats de location, la comptabilisation d'un droit d'usage en contrepartie d'une dette financière. L'IFRS 16 remplacera la norme et interprétations IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. Alors que selon les dispositions d'IAS 17, le traitement comptable des contrats de location est déterminé en fonction de l'appréciation du transfert des risques et avantages liés à la propriété de l'actif, l'IFRS 16 impose un mode de comptabilisation unique des contrats par les preneurs impactant le bilan d'une façon similaire aux contrats de location financement. Cette norme entrera en vigueur au 1er janvier 2019.

La mise en œuvre de l'IFRS 16 engendrera ainsi les effets suivants sur l'état consolidé de la situation financière et sur le compte de résultats consolidé:

- augmentation des actifs et des passifs à concurrence de la valeur actualisée des paiements futurs engendrés par les contrats de location ;
- augmentation de l'endettement financier net ; et
- augmentation du montant de l'EBITDA suite à la présentation des charges issues des contrats de location dans la rubrique « dotations aux amortissements » et « charges financières », plutôt qu'en charges opérationnelles.

Du fait des spécificités de certains contrats de location (notamment en termes de modalités de renouvellement) les durées retenues pour l'évaluation des contrats sous IFRS 16 pourraient, dans certains cas, être différentes de celles retenues pour l'évaluation des engagements hors bilan où seule la durée d'engagement ferme était prise en compte. Les engagements mentionnés en note 27 *Leasings opérationnels* des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 pourraient ainsi ne pas être totalement représentatifs des passifs qui seront à comptabiliser dans le cadre de l'application de l'IFRS 16.

L'évaluation des impacts potentiels sur les états financiers du Groupe est toujours en cours, les travaux étant complexes compte tenu de la volumétrie de contrats à revoir et du caractère décentralisé de la gestion des contrats de location.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont intégrées par mise en équivalence. Cela concerne notamment Rent-A-Port et certaines sociétés dans le dragage et environnement et promotion immobilière.

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre d'entités	Juin 2018	Décembre 2017
Intégration globale	196	191
Mise en équivalence	124	124
Total	320	315

2.2. OPERATIONS INTRA-GROUPE

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les états financiers consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales; et
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

2.3. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ET DES ETABLISSEMENTS ETRANGERS

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des états financiers consolidés du groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultats. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

2.4. OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultats.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations, de porter des jugements et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur ;
- l'appréciation du pouvoir de contrôle ;
- la qualification, lors de l'acquisition d'une société, du caractère de l'opération en regroupement d'entreprises ou acquisition d'actifs ; et
- la qualification, lors de la mise en place d'un accord de partenariat, du caractère de l'opération en activités conjointes ou coentreprises.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : APPLICATION DE LA NORME IFRS 15 « PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS » ET DE LA NORME IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS » ET DES AMENDEMENTS LIES

Au 1^{er} janvier 2018, le groupe a diminué le montant de ses capitaux propres d'ouvertures à hauteur de 15.550 milliers d'euros, net d'impôts différés, pour refléter l'effet cumulatif de la première application de la norme **IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »**.

L'IFRS 15 est la nouvelle norme régissant les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires. Cette norme est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 et remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » ainsi que les différentes interprétations existantes, notamment IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers ». La comptabilisation des produits issus des contrats conclus avec des clients est par conséquent régie par une seule norme à partir du 1^{er} janvier 2018.

La mise en application de cette norme à compter du 1^{er} janvier 2018 a une incidence limitée quant à la comptabilisation du chiffre d'affaires que nous résumons comme suit:

- Le chiffre d'affaires issu de la majorité des contrats de construction et de services était comptabilisé sous l'ancienne norme IAS 11 comme une obligation de performance unique dont le transfert du contrôle s'effectue progressivement. Cette approche reste conforme aux dispositions de la norme IFRS 15. Aucune modification matérielle n'est donc d'application pour l'établissement des états financiers consolidés du premier semestre 2018.
- Pour mesurer l'avancement des contrats, le Groupe utilisait sous l'ancienne norme IAS 11 une méthode basée sur un avancement par les coûts. Cette approche reste également conforme aux dispositions de la norme IFRS 15. Aucune modification matérielle n'est donc d'application pour l'établissement des états financiers consolidés du premier semestre 2018.
- Pour un nombre limité de contrat de type « EPCI » au sein du pôle Dragage et Environnement, des obligations de performance multiples ont été identifiées. Ces obligations de performance concernent les activités de « procurement » d'une part, et de transport et d'installation par ailleurs. Etant donné que le chiffre d'affaires issu de ces contrats était comptabilisé comme une obligation de performance unique sous l'ancienne norme IAS 11, l'application de l'IFRS 15 engendre un retraitement conduisant à diminuer les fonds propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018 d'un montant de 15.550 milliers d'euros.

Au 1^{er} janvier 2018, le groupe a diminué le montant de ses capitaux propres d'ouvertures à hauteur de 12.000 milliers d'euros pour refléter l'effet cumulatif de la première application de la norme **IFRS 9 « Instruments financiers »** et des amendements liés.

Destinée à remplacer l'actuelle norme IAS 39 *Instruments financiers*, la nouvelle norme IFRS 9 propose de nouvelles dispositions quant à la classification et l'évaluation des actifs financiers basées sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers.

- Phase I – Classement et évaluation des actifs financiers

Les dispositions d'IFRS 9 quant à la classification et l'évaluation des actifs financiers sont basées sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques des actifs financiers. Du fait de la pratique du Groupe dans la gestion de ses actifs financiers et le Groupe ne détenant pas d'instruments financiers complexes, il a été conclu que l'ensemble des actifs financiers du Groupe respectait le critère « Solely Payment of Principal and Interests (SSPI) » tel que défini par IFRS 9. Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti selon IAS 39 n'ont donc pas connu de changement de méthode comptable lors de la première application d'IFRS 9. Aucune modification matérielle n'est donc d'application pour l'établissement des états financiers consolidés du premier semestre 2018.

La réconciliation entre les catégories prévues par les normes IAS 39 et IFRS 9 se résume comme suit :

Catégories d'actifs et de passifs financiers - (Note 18.3)	IAS 39	IFRS 9
<i>Actifs financiers</i>		
Titres de participation	Instruments disponibles à la vente	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Prêts et créances financiers	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Dérivés de taux	Instruments financiers non qualifiés de couverture OU Instruments dérivés qualifiés de couverture	Actifs financiers mesurés obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat net – Instruments qualifiés de couverture / non qualifiés de couverture
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Equivalents de trésorerie	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Disponibilités	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
<i>Passifs financiers</i>		
Emprunt obligataire	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Dettes financières	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	Prêts et créances / Passifs au coût amorti	Actifs/passifs mesurés au coût amorti
Dérivés de taux	Instruments financiers non qualifiés de couverture OU Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net - Instruments qualifiés de couverture / non qualifiés de couverture

- Phase II – Modèle de dépréciation des actifs financiers

La norme fait évoluer les modalités de dépréciation des actifs financiers du Groupe, l'IFRS 9 imposant un modèle désormais basé sur les pertes attendues. L'évaluation des actifs financiers du Groupe sur base du modèle des pertes estimées requiert de prendre en considération la valeur actualisée des pertes estimées si le débiteur s'avère défaillant. Les pertes estimées sont calculées à partir de la moyenne pondérée des pertes à encourir lors de plusieurs scénarios de survéance. L'application de ce modèle à la valorisation des créances détenues par le Groupe sur l'état tchadien engendre un retraitement conduisant à diminuer les fonds propres d'ouverture au 1er janvier 2018 d'un montant de 12.000 milliers d'euros.

Pour la mise en œuvre des normes IFRS 15 et IFRS 9, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective simplifiée. Les états financiers comparatifs ont fait l'objet d'un retraitement uniquement au niveau de l'état consolidé de la situation financière. Les données de l'exercice 2017, présentées à titre de comparatif dans l'état consolidé du résultat global, n'ont pas été ajustées et continuent à être présentées conformément au référentiel comptable d'application en 2017.

L'état consolidé de la situation financière pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2017 a été impacté à hauteur des montants suivants :

	Décembre 2017, publié	Incidence IFRS 15	Incidence IFRS 9	Décembre 2017, après révision
Actifs courants, dont :				
<i>Les créances commerciales et autres créances d'exploitation</i>	1.132.306		(12.000)	1.120.306
Capitaux propres – Part du groupe CFE, dont :				
<i>Résultats non distribués</i>	840.543	(15.550)	(12.000)	812.993
Passifs non courants, dont :				
<i>Passifs d'impôts différés</i>	130.023	(3.077)		126.946
<i>Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation</i>	1.276.446	18.627		1.295.073

Si la norme IFRS 15 n'avait pas été mise en œuvre au 1^{er} janvier 2018, le résultat net du Groupe au premier semestre 2018 aurait été inférieur à hauteur de -5.767 milliers d'euros et ce, au sein du pôle Dragage et Environnement.

4. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée en tenant compte des secteurs opérationnels. Les résultats et les éléments d'actif et de passif de secteurs comprennent des éléments attribuables à un secteur, soit directement, soit répartis sur une base logique.

Le groupe CFE est constitué de quatre pôles opérationnels, à savoir :

- Dragage et environnement

Le pôle dragage et environnement, au travers de sa filiale DEME, est actif dans les domaines du dragage (dragage d'investissement et dragage de maintenance), de la pose d'éoliennes offshore, du traitement des terres, des boues polluées et du génie civil maritime.

- Contracting

Le pôle contracting est principalement actif dans les domaines :

- du bâtiment (bureaux, bâtiments industriels, logements, rénovations et réhabilitations) en Belgique, Luxembourg, Pologne et Tunisie;
- de l'électricité tertiaire (bureaux, hôpitaux, parkings, ...) en Belgique et au Luxembourg;
- de la pose de caténaires et signalisation chemin de fer et en pose de voies en Belgique.

- Promotion immobilière

Le pôle promotion immobilière développe des projets immobiliers en Belgique, Luxembourg et Pologne.

- Holding et activités non transférées

En plus des activités propres à une holding, ce pôle regroupe également :

- des participations dans Rent-A-Port, Green-Offshore et dans deux contrats de type Design Build Finance and Maintenance en Belgique ;
- les activités de contracting non transférées à CFE Contracting SA et à DEME NV dont plusieurs projets de génie civil en Belgique et de bâtiments en Afrique (hors Tunisie) et en Europe Centrale (hors Pologne).

4.1. ELEMENTS DE L'ETAT RESUME CONSOLIDE DU COMPTE DE RESULTATS

Au 30 juin	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel sur activité				Résultat opérationnel (EBIT)				Résultat financier	
	2018	2017	2018	%CA	2017	%CA	2018	% CA	2017	% CA	2018	2017
Dragage et environnement	1.329.416	1.097.715	68.895	5,18%	85.135	7,76%	66.997	5,04%	72.339	6,59%	(4.587)	(12.822)
<i>Retraitements DEME</i>			(2.294)		(2.734)		(2.636)		(3.223)		1.450	2.109
Contracting	468.116	351.202	7.247	1,55%	14.819	4,22%	7.244	1,55%	14.819	4,22%	(79)	(45)
Promotion immobilière	75.474	7.140	9.652	12,79%	20.106	281,60%	11.651	15,44%	19.252	269,64%	(2.130)	(363)
Holding et activités non-transférées	13.706	19.312	(4.169)		(1.295)		(5.136)		(2.440)		(1.716)	(2.173)
<i>Eliminations entre pôles</i>	(26.566)	(19.497)	(591)		268		(591)		268			
Total consolidé	1.860.146	1.455.872	78.740	4,23%	116.299	7,99%	77.529	4,17%	101.015	6,94%	(7.062)	(13.294)

Au 30 juin	Impôts		Résultat net part groupe				Eléments non cash		EBITDA			
	2018	2017	2018	%CA	2017	%CA	2018	2017	2018	% CA	2017	% CA
Dragage et environnement	(15.531)	(14.417)	48.425	3,64%	46.130	4,20%	118.205	110.265	187.100	14,07%	195.400	17,80%
<i>Retraitements DEME</i>	192	110	(994)		(1.004)		2.294	2.734				
Contracting	(3.091)	(5.929)	4.075	0,87%	8.845	2,52%	7.619	(3.904)	14.866	3,18%	10.915	3,11%
Promotion immobilière	(1.741)	(91)	7.815	10,35%	18.798	263,28%	(1.028)	4.188	8.624	11,43%	24.294	340,26%
Holding et activités non-transférées	(70)	(528)	(6.923)		(5.141)		(3.729)	(3.605)	(7.898)		(4.900)	
<i>Eliminations entre pôles</i>	42	(71)	(549)		197				(591)		268	
Total consolidé	(20.199)	(20.926)	51.849	2,79%	67.825	4,66%	123.361	109.678	202.101	10,86%	225.977	15,52%

4.2. ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	Dragage et environnement	Contracting	Promotion immobilière	Holding et Activités non transférées	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS						
Goodwill	155.959	21.560	0	0	0	177.519
Immobilisations corporelles	2.144.100	62.351	523	1.050	0	2.208.024
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	0	20.000	(20.000)	0
Autres actifs financiers non- courants	103.355	1	30.112	20.790	0	154.258
Autres postes d'actifs non- courants	272.563	13.376	32.241	1.267.243	(1.245.868)	339.555
Stocks	14.649	23.283	69.710	1.630	(1.625)	107.647
Trésorerie et équivalents de trésorerie	343.204	51.995	8.763	24.049	0	428.011
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	0	41.256	0	871	(42.127)	0
Autres postes d'actifs courants	837.522	338.509	87.176	117.540	(9.136)	1.371.611
Total de l'actif	3.871.352	552.331	228.525	1.453.173	(1.318.756)	4.786.625
PASSIFS						
Capitaux propres	1.543.439	71.941	66.586	1.181.209	(1.247.493)	1.615.682
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	20.000	0	(20.000)	0
Emprunts obligataires non courants	0	0	29.531	0	0	29.531
Dettes financières non courantes	544.599	10.665	19.145	120.000	0	694.409
Autres postes de passifs non courants	167.660	16.525	8.770	23.058	0	216.013
Emprunt obligataire courant	201.097	0	0	0	0	201.097
Dettes financières courantes	151.493	1.344	0	0	0	152.837
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	0	0	10.475	31.652	(42.127)	0
Autres postes de passifs courants	1.263.064	451.856	74.018	97.254	(9.136)	1.877.056
Total des capitaux propres et passifs	3.871.352	552.331	228.525	1.453.173	(1.318.756)	4.786.625

Au 31 décembre 2017 (*) (milliers d'euros)	Dragage et environ- nement	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS						
Goodwill	163.370	21.560	0	0	0	184.930
Immobilisations corporelles	2.073.436	63.736	526	510	0	2.138.208
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	0	20.000	(20.000)	0
Autres actifs financiers non-courants	94.138	754	34.981	17.846	0	147.719
Autres postes d'actifs non- courants	278.749	10.894	32.889	1.267.880	(1.245.818)	344.594
Stocks	15.714	24.020	99.216	1.640	(1.625)	138.965
Trésorerie et équivalents de trésorerie	434.687	59.234	3.324	25.773	0	523.018
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	0	47.985	0	1.928	(49.913)	0
Autres postes d'actifs courants	727.178	290.454	26.723	124.074	(10.970)	1.157.459
Total de l'actif	3.787.272	518.637	197.659	1.459.651	(1.328.326)	4.634.893
PASSIFS						
Capitaux propres	1.554.953	74.226	64.433	1.182.605	(1.247.442)	1.628.775
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	20.000	0	(20.000)	0
Emprunts obligataires – non-courants	201.900	0	29.478	0	0	231.378
Dettes financières non courantes	401.559	11.134	6.400	0	0	419.093
Autres postes de passifs non courants	174.527	18.241	8.846	20.370	0	221.984
Emprunts obligataires - courants	0	0	0	99.959	0	99.959
Dettes financières courantes	118.889	5.608	0	0	0	124.497
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	0	0	16.293	33.620	(49.913)	0
Autres postes de passifs courants	1.335.444	409.428	52.209	123.097	(10.971)	1.909.207
Total des capitaux propres et passifs	3.787.272	518.637	197.659	1.459.651	(1.328.326)	4.634.893

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* et de la norme *IFRS 9 Instruments financiers et des amendements liés*, nous référons à la note 3.2.

4.3. TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	Dragage et environ- nement	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	187.649	15.379	10.153	(9.448)	203.733
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	25.336	16.981	(2.083)	(31.101)	9.133
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(228.604)	(3.907)	325	(3.646)	(235.832)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	111.676	(19.781)	7.410	33.036	132.341
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(91.592)	(6.707)	5.652	(1.711)	(94.358)
au 30 juin 2017 (milliers d'euros)	Dragage et environ- nement	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	196.519	8.672	29.674	(4.970)	229.895
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	259.796	17.288	4.262	(141)	281.205
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(264.362)	(2.038)	(2.362)	(589)	(269.351)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	(1.534)	(11.438)	(3.456)	(13.522)	(29.950)
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(6.100)	3.812	(1.556)	(14.252)	(18.096)

Le flux de trésorerie provenant des activités de financement contient les montants de cash pooling par rapport aux autres segments. Un montant positif correspond à une consommation de liquidité dans le cash pooling. Cette rubrique est également influencée par des financements externes notamment et principalement dans les segments dragage et environnement, promotion immobilière et holding et activités non transférées. Le segment dragage et environnement ne fait pas partie du cash pooling du groupe CFE.

4.4. AUTRES INFORMATIONS

au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	Dragage et environ- nement	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Total consolidé
Amortissements	(120.548)	(5.383)	(137)	(82)	(126.150)
Investissements	186.229	4.575	185	673	191.662
au 30 juin 2017 (milliers d'euros)	Dragage et environnement	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Total consolidé
Amortissements	(112.988)	(3.651)	(91)	(114)	(116.844)
Investissements	261.214	5.485	350	583	267.632

Les investissements incluent les acquisitions effectuées dans le cadre des activités d'investissement du groupe ainsi que les acquisitions réalisées pour les activités de promotion immobilière et de concessions dans le cadre des activités opérationnelles. Les acquisitions par voie de regroupement d'entreprises ne sont pas incluses dans ces montants.

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU PÔLE DRAGAGE		
(milliers d'euros)	Juin 2018	Juin 2017
Capital dredging	274.474	259.115
Environmental contracting	84.064	81.740
Fallpipe and landfalls	225.744	65.858
Maintenance dredging	146.957	136.001
Marine works	538.682	523.416
Civil works	59.495	31.585
Total	1.329.416	1.097.715

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU POLE CONTRACTING		
(milliers d'euros)	Juin 2018	Juin 2017
Construction	343.370	242.864
Multitechnique	86.156	74.897
Rail & Utilities Networks	38.590	33.441
Contracting	468.116	351.202

4.5. SECTEURS GEOGRAPHIQUES

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE CFE AU 30 JUIN		
(milliers d'euros)	Juin 2018	Juin 2017
Belgique	566.710	509.289
Autres Europe	930.721	611.772
Moyen-Orient	8.669	7.109
Asie	195.729	135.180
Océanie	18.067	17.914
Afrique	110.558	136.044
Amériques	29.692	38.564
Total consolidé	1.860.146	1.455.872

5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

ACQUISITIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2018

Les acquisitions du 1er semestre 2018 considérées comme regroupement d'entreprises au sens de la norme IFRS 3 n'ont pas d'incidences matérielles sur l'exercice.

Dans le courant du premier semestre 2018, Geosea, filiale de DEME a finalisé l'exercice d'évaluation des actifs et passifs identifiables à leur juste valeur des filiales G-Tec et A2Sea A/S, acquises en 2017. Le prix d'acquisition définitif et la valorisation définitive des actifs et passifs identifiables acquis se résumant comme suit :

Acquisitions GeoSea 2017 (milliers d'euros)	Evaluation provisoire Décembre 2017	Evaluation définitive Juin 2018
Immobilisations corporelles	186.675	190.964
Trésorerie	38.945	38.945
Dettes non courantes	(14.279)	(14.279)
Autres postes d'actifs et de passifs courants et non courants	(9.192)	(7.281)
Total de l'actif net acquis	202.149	208.349
Participations ne donnant pas le contrôle	699	869
Total de l'actif net acquis – part du groupe	202.848	209.218
Goodwill	7.410	704
Prix d'acquisition	210.258	209.922

CESSIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2018

Néant.

Les acquisitions et cessions réalisées au niveau du pôle promotion immobilière ne sont pas des regroupements d'entreprises et, par conséquent, l'ensemble du prix payé est alloué aux terrains et constructions détenus en stock. Les principales acquisitions et cessions réalisées au niveau du pôle promotion immobilière sont présentées dans le préambule.

RESULTAT GLOBAL

6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES

Les produits des activités annexes qui s'élèvent à 31.123 milliers d'euros (2017 : 57.988 milliers d'euros) intègrent les plus-values sur immobilisations pour 1.828 milliers d'euros (2017 : 2.838 milliers d'euros), les locations, autres indemnisations et refacturations diverses pour 29.295 milliers d'euros (2017 : 21.823 milliers d'euros). En 2017, ceux-ci incluaient également les plus-values réalisées sur les cessions de titres des entités du pôle promotion pour 33.327 milliers d'euros ; ces entités étant des sociétés de projets, la réalisation des titres est, dès lors, classée en activité opérationnelle.

7. RESULTAT FINANCIER

Au 30 juin (milliers d'euros)	2018	2017
Coût de l'endettement financier	(7.091)	(9.427)
Instruments dérivés - Juste valeur ajustée par le compte de résultats	0	0
Instruments dérivés utilisés comme instruments de couverture	0	0
Actifs valorisés à la juste valeur	0	0
Instruments financiers disponible à la vente	0	0
Prêts et créances - Produits	5.376	3.642
Passifs évalués au coût amorti – Charges d'intérêts	(12.467)	(13.069)
Autres charges et produits financiers	29	(3.867)
Gains (pertes) de change réalisés / non réalisés	2.459	(5.491)
Dividendes reçus des entreprises non consolidées	43	3.330
Charges financières relatives au régime à prestations définies	0	0
Réduction de valeurs sur actifs financiers	0	0
Autres	(2.473)	(1.706)
Résultat financier	(7.062)	(13.294)

L'évolution des gains (pertes) de change réalisés / non réalisés et autres au 30 juin 2018 s'explique principalement par la valorisation de l'euro par rapport à d'autres devises chez DEME.

8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Au 30 juin 2018, la part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat de l'exercice s'élève à 1.581 milliers d'euros (juin 2017: 1.030 milliers d'euros).

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôts s'élève à 20.199 milliers d'euros au premier semestre 2018, contre 20.926 milliers d'euros au premier semestre 2017. Le taux effectif d'impôts est de 28,18%, contre 20,32% au 30 juin 2017. Le taux effectif d'impôts est le rapport entre la charge d'impôts de la période et le résultat avant impôts corrigé de la part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats.

SITUATION FINANCIERE

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Période du 1er janvier au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	En construction	Total
Coûts d'acquisition					
Solde au terme de l'exercice précédent	144.888	3.435.161	76.181	428.074	4.084.304
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	131	667	32	58	888
Acquisitions	2.309	71.225	3.803	113.319	190.656
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(1.328)	3.500	1.909	(5.136)	(1.055)
Cessions	(967)	(22.263)	(2.751)	0	(25.981)
Changement de périmètre	187	788	527	0	1.502
Solde au terme de l'exercice	145.220	3.489.078	79.701	536.315	4.250.314
Amortissements et dépréciations					
Solde au terme de l'exercice précédent	(58.599)	(1.823.759)	(63.738)	0	(1.946.096)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(112)	(344)	7	0	(449)
Amortissements	(2.700)	(118.667)	(2.987)	0	(124.354)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	4.124	213	(3.667)	0	670
Cessions	967	21.591	2.594	0	25.152
Changement de périmètre	(187)	3.501	(527)	0	2.787
Solde au terme de l'exercice	(56.507)	(1.917.465)	(68.318)	0	(2.042.290)
Valeur nette comptable					
Au 1^{er} janvier 2018	86.289	1.611.402	12.443	428.074	2.138.208
Au 30 juin 2018	88.713	1.571.613	11.383	536.315	2.208.024

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles s'élève à 2.208.024 milliers d'euros au 30 juin 2018 (contre 2.138.208 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

Au 30 juin 2018, les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 190.656 milliers d'euros et sont essentiellement liées à DEME (185.497 milliers d'euros).

Les montants repris sous la rubrique « Changement de Périmètre » concerne la réévaluation des actifs d'A2Sea dont l'exercice de valorisation et d'allocation du goodwill d'acquisition a été finalisé durant le premier semestre 2018.

Sur les huit navires commandés en 2015 et 2016 pour une valeur globale d'un milliard d'euros, les dragues aspiratrices en marche Minerva et Scheldt River d'une capacité de respectivement 3.500 m³ et 8.400 m³ avaient été antérieurement livrés. En 2018, les navires Gulliver (en partenariat), Living Stone et Apollo sont pleinement opérationnels.

Le conseil d'administration de DEME a approuvé la construction de quatre nouveaux navires pour un montant global de 133 millions d'euros. Il s'agit de deux dragues (Trailing Suction Hopper Dredgers) d'une capacité de respectivement 2.300 et 8.000 m³ et de deux barges auto-propulsées d'une capacité de 3.500 m³ chacune.

La valeur nette des immobilisations corporelles détenues en location-financement s'élève à 60.958 milliers d'euros au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 65.599 milliers d'euros). Ces contrats de location-financement concernent principalement le groupe DEME, les sièges sociaux des filiales Louis Stevens & Co NV, Engema et Arthur Vandendorpe NV ; les véhicules de Benelmat et les équipements de José Coghe-Werbrouck NV et de Compagnie Tunisienne d'Entreprises.

Le montant des immobilisations corporelles constituant une garantie pour certains emprunts s'élève à 112.024 milliers d'euros (décembre 2017 : 113.231 milliers d'euros).

Période du 1er janvier au 30 juin 2017 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	En construction	Total
Coûts d'acquisition					
Solde au terme de l'exercice précédent	130.770	3.022.471	60.273	129.115	3.342.629
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(175)	(3.623)	(264)	2	(4.060)
Acquisitions	1.829	55.769	2.641	203.191	263.430
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	153	1.612	11	(1.849)	(73)
Cessions	(1.957)	(16.277)	(1.828)	(686)	(20.748)
Changement de périmètre	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	130.620	3.059.952	60.833	329.773	3.581.178
Amortissements et dépréciations					
Solde au terme de l'exercice précédent	(58.215)	(1.551.879)	(49.231)	0	(1.659.325)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	128	1.677	152	0	1.957
Amortissements	(2.327)	(105.460)	(2.244)	0	(110.031)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(478)	490	61	0	73
Cessions	1.720	14.975	1.808	0	18.503
Changement de périmètre	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	(59.172)	(1.640.197)	(49.454)	0	(1.748.823)
Valeur nette comptable					
Au 1^{er} janvier 2017	72.555	1.470.592	11.042	129.115	1.683.304
Au 30 juin 2017	71.448	1.419.755	11.379	329.773	1.832.355

11. ENTREPRISES ASSOCIEES ET PARTENARIATS

Au 30 juin 2018, les participations dans les entreprises associées et partenariats s'élèvent à 138.778 milliers d'euros (décembre 2017 : 140.510 milliers d'euros). La variation de la période s'explique essentiellement par la part dans le résultat des entreprises associées et partenariats (1.211) milliers d'euros (Juin 2017 : (15.284) milliers d'euros).

12. STOCKS

Au 30 juin 2018, les stocks s'élèvent à 107.647 milliers d'euros (décembre 2017 : 138.965 milliers d'euros) et se détaillent comme suit :

(milliers d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Matières premières et auxiliaires	42.349	40.727
Réductions de valeur sur stock matières premières et auxiliaires	(231)	(324)
Produits finis et immeubles destinés à la vente	67.253	101.182
Réductions de valeur sur stocks de produits finis	(1.724)	(2.620)
Stocks	107.647	138.965

La forte diminution des stocks s'explique principalement par la commercialisation de plusieurs projets immobiliers en Pologne.

13. CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATIONS

Au 30 juin 2018, les créances commerciales et autres créances d'exploitation s'élèvent à 1.330.838 milliers d'euros (au 31 décembre 2017 : 1.120.306(*) milliers d'euros). L'augmentation dans le courant du 1^{er} semestre 2018 est essentiellement due aux activités du groupe DEME.

Afin de limiter le risque courant, le groupe CFE suit de façon régulière ses encours clients et adapte sa position vis-à-vis de ceux-ci. Remarquons à ce propos que CFE a réalisé des travaux sur deux chantiers au Tchad. Il s'agit de la construction du Grand Hôtel et du bâtiment du Ministère des Finances. La gestion opérationnelle et la maintenance du Grand Hôtel ont été transférées en juin 2017 à l'opérateur hôtelier désigné par l'Etat tchadien. L'ouverture officielle du Grand Hôtel eut lieu le 1^{er} juillet 2017.

Au cours du premier semestre 2018, les discussions se sont poursuivies tant avec les autorités tchadiennes qu'avec l'Afrexim Bank dans le but de finaliser la cession des créances du Grand Hôtel.

En juillet 2018, l'Etat tchadien a procédé aux règlements d'anciennes créances relatives tant au projet du Ministère des Finances qu'à celui du Grand Hôtel. Le montant des encaissements s'élève à 7,5 millions d'euros.

L'exposition de CFE sur le Tchad a diminué d'une part, d'un montant de 12 millions d'euros suite à la comptabilisation de la réduction de valeur partielle et d'autre part, d'un montant de 7,5 millions d'euros, dans la mesure où les sommes encaissées localement pourront être converties en euro et transférées en Belgique.

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme *IFRS 9 Instruments financiers et des amendements liés*, nous référons à la note 3.2.

14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS

Au 30 juin 2018, ces provisions s'élèvent à 110.266 milliers d'euros, soit une diminution de 2.447 milliers d'euros par rapport à décembre 2017 (112.713 milliers d'euros).

(milliers d'euros)	Service après-vente	Autres risques courants	Provisions pour mises en équivalences négatives	Autres risques non courants	Total
Solde au terme de l'exercice précédent	14.898	67.632	19.179	11.004	112.713
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(79)	(179)	0	0	(258)
Effets d'actualisation	0	0	0	0	0
Transferts d'une rubrique à une autre	(4)	(5.757)	2.924	2.573	(264)
Provisions constituées	1.332	8.335	0	33	9.700
Provisions utilisées	(1.526)	(6.284)	0	(901)	(8.711)
Provisions reprises non utilisées	0	(2.914)	0	0	(2.914)
Solde au terme de l'exercice	14.621	60.833	22.103	12.709	110.266

dont courant : 75.454 milliers d'euros
non courant : 34.812 milliers d'euros

La provision pour service après-vente diminue de 277 milliers d'euros pour atteindre 14.621 milliers d'euros au 30 juin 2018.

Les provisions pour autres risques courants diminuent de 6.799 milliers d'euros et s'élèvent à 60.833 milliers d'euros au 30 juin 2018. Celles-ci comprennent :

- les provisions pour litiges clients (12.511 milliers d'euros), pour litiges sociaux (1.155 milliers d'euros), ainsi que les provisions pour autres risques (24.297 milliers d'euros). Etant donné que les négociations avec les clients sont encore en cours, nous ne pouvons pas donner plus d'information sur les hypothèses prises, ni sur le moment du décaissement probable;
- les provisions pour pertes à terminaison (22.870 milliers) sont comptabilisées lorsque les avantages économiques attendus de certains contrats sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations de ceux-ci. L'utilisation des pertes à terminaison est liée à l'exécution des contrats y relatifs.

Lorsque la part du groupe CFE dans les pertes des sociétés mises en équivalence excède la valeur comptable de la participation, cette dernière est ramenée à zéro. Les pertes au-delà de ce montant ne sont pas comptabilisées, à l'exception du montant des engagements du groupe CFE envers ses sociétés mises en équivalence. Le montant de ces engagements est comptabilisé parmi les provisions non courantes, le groupe estimant avoir une obligation de soutenir ces sociétés et leurs projets.

Les provisions pour autres risques non courants comprennent les provisions pour risques non liés directement au cycle d'exploitation des chantiers en cours.

15. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Suivant les informations disponibles à la date où les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration, nous ne connaissons pas d'actifs ou passifs éventuels, à l'exception des actifs ou passifs éventuels liés aux contrats de construction (par exemple les revendications du groupe envers les clients ou les revendications de sous-traitants), ce que l'on peut qualifier comme normal pour le secteur du dragage et de la construction et qui sont traités via la détermination du résultat du chantier lors de l'application de la méthode du pourcentage d'avancement.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le groupe CFE utilise des instruments financiers dérivés principalement afin de réduire les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêts, les risques de taux de change, des prix des matières premières et d'autres risques de marché. La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de transactions. Cependant, les dérivés qui ne sont pas qualifiés comme instruments de couverture sont présentés en tant qu'instruments détenus à des fins de transactions.

Au 30 juin 2018, les instruments financiers dérivés ont été estimés à leur juste valeur.

17. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(milliers d'euros)	30/06/2018			31/12/2017		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts bancaires et autres dettes financières	519.602	141.911	661.513	373.667	110.236	483.903
Emprunt obligataire	29.531	201.097	230.628	231.378	99.959	331.337
Tirages sur lignes de crédit	133.000	0	133.000	0	0	0
Emprunts liés aux locations - financements	41.807	7.863	49.670	45.426	7.920	53.346
Total de l'endettement financier long terme	723.940	350.871	1.074.811	650.471	218.115	868.586
Dettes financières à court terme	0	3.063	3.063	0	6.341	6.341
Equivalents de trésorerie	0	(9.624)	(9.624)	0	(9.650)	(9.650)
Trésorerie	0	(418.387)	(418.387)	0	(513.368)	(513.368)
Total de l'endettement financier net à court terme (ou disponibilités)	0	(424.948)	(424.948)	0	(516.677)	(516.677)
Total de l'endettement financier net	723.940	(74.077)	649.863	650.471	(298.562)	351.909
Instrument dérivé de couverture de taux	5.735	3.130	8.865	5.250	3.453	8.703

Les emprunts bancaires et autres dettes financières (661.513 milliers d'euros) concernent essentiellement les lignes de crédit corporate et crédit de projets octroyés chez DEME, alloués au financement de la flotte de navires.

Les emprunts obligataires (230.628 milliers d'euros) sont relatifs aux emprunts obligataires souscrits au niveau de DEME NV et BPI Real Estate Belgium SA. Le 14 février 2013, DEME a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros remboursable le 14 février 2019 et générant un intérêt de 4,145%. Le 19 décembre 2017, BPI Real Estate Belgium a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 30 millions d'euros remboursable le 19 décembre 2022 et générant un intérêt de 3,75%.

Les contrats de locations-financement (49.670 milliers d'euros) concernent principalement le groupe DEME, les bâtiments des filiales Louis Stevens & Co NV et Engema NV et les équipements de la filiale José Coghe-Werbrouck NV.

17.2. ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES

(milliers d'euros)	Echéant dans l'année	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total 30 juin 2018
Emprunts bancaires et autres dettes financières	141.911	118.325	115.786	186.133	99.358	0	661.513
Emprunt obligataire	201.097	0	0	29.531	0	0	230.628
Tirages sur lignes de crédit	0	0	13.000	120.000	0	0	133.000
Emprunts liés aux locations - financements	7.863	8.013	6.592	13.760	10.560	2.882	49.670
Total de l'endettement financier long terme	350.871	126.338	135.378	349.424	109.918	2.882	1.074.811
Dettes financières à court terme	3.063	0	0	0	0	0	3.063
Equivalents de trésorerie	(9.624)	0	0	0	0	0	(9.624)
Trésorerie	(418.387)	0	0	0	0	0	(418.387)
Total de l'endettement financier net à court terme	(424.948)	0	0	0	0	0	(424.948)
Total de l'endettement financier net	(74.077)	126.338	135.378	349.424	109.918	2.882	649.863

La valeur actuelle des obligations courantes en matière de locations-financements s'élève à 7.863 milliers d'euros (31 décembre 2017 : 7.920 milliers d'euros).

17.3. FLUX DE TRESORERIE RELATIFS AUX DETTES FINANCIERES

Au 30 juin 2018, les dettes financières de CFE s'élèvent à 1.077.874 milliers d'euros, soit une augmentation de 202.947 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2017.

Cet accroissement de la dette s'explique principalement par un flux net de trésorerie positif (+205.170 milliers d'euros) issu des octrois (+390.239 milliers d'euros) et des remboursements (-185.069 milliers d'euros) d'emprunts bancaires. Le poste « autres variations » concerne principalement la présentation en court terme de l'emprunt obligataire de DEME NV dont le terme est en février 2019 ainsi que les incidences dues aux variations de taux de change.

(milliers d'euros)	Décembre 2017	Flux de trésorerie	Autres variations	Juin 2018
Dettes financières – Non courantes				
Emprunts obligataires	231.378	(750)	(201.097)	29.531
Autres dettes financières non courantes	419.093	309.699	(34.383)	694.409
Dettes financières – Courantes				
Emprunts obligataires	99.959	(99.959)	201.097	201.097
Autres dettes financières courantes	124.497	(3.820)	32.160	152.837
Total	874.927	205.170	(2.223)	1.077.874

17.4. LIGNES DE CREDIT

CFE SA dispose au 30 juin 2018 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 150 millions d'euros dont 120 millions sont utilisés au 30 juin 2018.

BPI Real Estate Belgium SA dispose au 30 juin 2018 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 20 millions d'euros dont 13 millions sont utilisés au 30 juin 2018.

DEME dispose, par ailleurs, de lignes de crédit bancaire confirmées « revolving credit facilities » de 120 millions d'euros, et de lignes de crédits bancaires confirmées (terms loans) de 240 millions d'euros et de la possibilité d'émettre du commercial paper à hauteur de 125 millions d'euros. Au 30 juin 2018, aucune de ces sources de financement n'est utilisée.

17.5. CONVENANTS FINANCIERS

Les crédits bilatéraux sont soumis à des conventions spécifiques qui tiennent compte entre autres de l'endettement financier et de la relation entre celui-ci et les capitaux propres ou les actifs immobilisés, ainsi que du cash-flow généré. Ces conventions sont intégralement respectées au 30 juin 2018.

18. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS

18.1. RISQUE DE TAUX D'INTERETS

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport annuel 2017.

Taux moyen effectif **avant** prise en compte des produits dérivés

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	326	0,12%	5,37%	661.187	83,00%	0,69%	661.513	61,55%	0,70%
Emprunt obligataire	230.628	82,89%	4,09%	0	0,00%	0,00%	230.628	21,46%	4,09%
Tirages sur lignes de crédit	0	0,00%	0,00%	133.000	16,70%	0,77%	133.000	12,37%	0,77%
Emprunts liés aux locations-financements	47.270	16,99%	1,12%	2.400	0,30%	2,50%	49.670	4,62%	1,19%
Total	278.224	100%	3,59%	796.587	100%	0,71%	1.074.811	100%	1,46%

Taux moyen effectif **après** prise en compte des couvertures de gestion

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Taux variable capé + inflation			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	655.343	64,68%	0,080%	6.170	10,02%	0,68%	0	0,00%	0,00%	661.513	61,55%	0,80%
Emprunt obligataire	230.628	22,76%	4,09%	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	230.628	21,46%	4,09%
Tirages sur lignes de crédit	80.000	7,90%	0,57%	53.000	86,08%	0,82%	0	0,00%	0,00%	133.000	12,37%	0,67%
Emprunts liés aux locations-financements	47.270	4,66%	1,12%	2.400	3,90%	2,50%	0	0,00%	0,00%	49.670	4,62%	1,19%
Total	1.013.241	100%	1,55%	61.570	100%	0,87%	0	0,00%	0,00%	1.074.811	100%	1,51%

18.2. REPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIERES A LONG TERME

Les encours de dettes (hors dettes de location-financement qui sont majoritairement en euros) par devises sont :

(milliers d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Euro	1.025.141	815.240
Dollar américain	0	0
Autres devises	0	0
Total des dettes à long terme	1.025.141	815.240

18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATEGORIE COMPTABLE

30 juin 2018 (milliers d'euros)	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés non qualifiés d'instruments de couverture	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Actifs / passifs mesurés au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants		171	145.941	146.112		146.112
Titres de participation (1)			7.163	7.163	Niveau 2	7.163
Prêts et créances financiers (1)			138.778	138.778	Niveau 2	138.778
Dérivés de taux		171		171	Niveau 2	171
Actifs financiers courants	1.032	114	1.758.849	1.759.995		1.759.995
Créances commerciales et autres créances d'exploitation			1.330.838	1.330.838	Niveau 2	1.330.838
Dérivés de taux	1.032	114		1.146	Niveau 2	1.146
Equivalents de trésorerie (2)			9.624	9.624	Niveau 2	9.624
Disponibilités (2)			418.387	418.387	Niveau 2	418.387
Actif total	1.032	285	1.904.790	1.906.107		1.906.107
Dettes financières non courantes	2.122	4.638	723.940	730.700		737.303
Emprunt obligataire			29.531	29.531	Niveau 1	29.531
Dettes financières			694.409	694.409	Niveau 2	701.012
Dérivés de taux	2.122	4.638		6.760	Niveau 2	6.760
Passifs financiers courants	4.200	3.272	1.699.650	1.707.122		1.714.903
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation			1.345.716	1.345.716	Niveau 2	1.345.716
Emprunts obligataires			201.097	201.097	Niveau 1	204.640
Dettes financières			152.837	152.837	Niveau 2	157.075
Dérivés de taux	4.200	3.272		7.472	Niveau 2	7.472
Passif total	6.322	7.910	2.423.590	2.437.822		2.452.206

31 décembre 2017 (*) (milliers d'euros)	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés non qualifiés d'instruments de couverture	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Actifs / passifs mesurés au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants		921	147.719	148.640		148.640
Titres de participation (1)			7.101	7.101	Niveau 2	7.101
Prêts et créances financiers (1)			140.618	140.618	Niveau 2	140.618
Dérivés de taux		921		921	Niveau 2	921
Actifs financiers courants	2.320	1.836	1.643.324	1.647.480		1.647.480
Créances commerciales et autres créances d'exploitation			1.120.306	1.120.306	Niveau 2	1.120.306
Dérivés de taux	2.320	1.836		4.156	Niveau 2	4.156
Equivalents de trésorerie (2)			9.650	9.650	Niveau 1	9.650
Disponibilités (2)			513.368	513.368	Niveau 1	513.368
Actif total	2.320	2.757	1.791.043	1.796.120		1.796.120
Dettes financières non courantes	1.960	5.249	650.471	657.680		671.253
Emprunt obligataire			231.378	231.378	Niveau 1	235.599
Dettes financières			419.093	419.093	Niveau 2	428.445
Dérivés de taux	1.960	5.249		7.209	Niveau 2	7.209
Passifs financiers courants	401	7.044	1.519.529	1.526.974		1.530.825
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation			1.295.073	1.295.073	Niveau 2	1.295.073
Emprunts obligataires			99.959	99.959	Niveau 1	101.168
Dettes financières			124.497	124.497	Niveau 2	127.139
Dérivés de taux	401	7.044		7.445	Niveau 2	7.445
Passif total	2.361	12.293	2.170.000	2.184.654		2.202.078

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients et de la norme IFRS 9 Instruments financiers et des amendements liés, note 3.2.

- (1) Repris dans les rubriques "autres actifs financiers non courants" et "autres actifs non courants"
- (2) Repris dans la rubrique "trésorerie et équivalents de trésorerie"
- (3) AFMOJV : Actifs financiers mesurés obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat net
 PFDJV : Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net
 Nous référons à la note 3.2 – tableau de réconciliation entre les catégories prévues par les normes IAS 39 et IFRS 9

La juste valeur des instruments financiers peut être hiérarchisée selon 3 niveaux (1 à 3) correspondant chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur:

- Les évaluations de la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passif identiques;
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données autres que les prix cotés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées des prix);
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

La juste valeur des instruments financiers a été déterminée selon les méthodes suivantes :

- Pour les instruments financiers à court terme, tels que les créances et dettes commerciales, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti;
- Pour les prêts et emprunts à taux variable, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti ;
- Pour les instruments financiers dérivés de taux, de change ou de flux de trésorerie prévisionnels, la juste valeur est déterminée sur base de modèles actualisant les flux futurs déterminés sur base des courbes de taux d'intérêts futurs, ou des taux de change ou autres prix à terme (forward) ;
- Pour les autres instruments financiers dérivés, la juste valeur est déterminée sur base d'un modèle d'actualisation de flux futurs estimés ;
- Pour les obligations cotées émises par CFE, DEME et BPI, la juste valeur est déterminée sur base de la cotation à la date de clôture ;
- Pour les emprunts à taux fixe : la juste valeur est déterminée sur base des flux de trésorerie actualisés, basés sur les taux d'intérêt de marché à la date de clôture.

19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Le total des engagements donnés autres que des sûretés réelles pour le groupe CFE pour l'exercice se clôturant au 30 juin 2018 s'élève à 1.143.033 milliers d'euros (2017 : 1.168.439 milliers d'euros) et se décompose par nature comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Bonne exécution et performance bonds (a)	979.778	997.687
Soumissions (b)	12.966	16.902
Restitution d'acomptes (c)	2.452	2.683
Retenues de garanties (d)	15.006	12.300
Paiement à terme des sous-traitants et fournisseurs (e)	51.523	51.317
Autres engagements donnés - dont 60.858 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	81.308	87.550
Total	1.143.033	1.168.439

- a) Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.
- b) Garanties données dans le cadre d'appels d'offres relatifs aux marchés de travaux.
- c) Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).
- d) Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.
- e) Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

(milliers d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Bonne exécution et performance bonds	436.007	393.592
Autres engagements reçus	2.226	2.515
Total	438.233	396.107

Une partie significative des engagements reçus est liée aux engagements reçus dans le cadre de l'extension de la flotte de Dragage.

21. LITIGES

Le groupe CFE connaît un nombre de litiges que l'on peut qualifier de normal pour le secteur du dragage et de la construction. Dans la plupart des cas, le groupe CFE cherche à conclure une convention transactionnelle avec la partie adverse, ce qui réduit substantiellement le nombre de procédures.

Le groupe CFE essaie de récupérer des créances auprès des clients. Il est néanmoins impossible de faire une estimation de ce potentiel d'actifs.

22. PARTIES LIEES

- Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.289.521 actions de CFE à fin juin 2018, étant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,40%.
- Dredging Environmental & Marine engineering NV et CFE SA ont conclu des contrats de services avec Ackermans van Haaren NV, respectivement le 26 novembre 2001 et le 11 juin 2018. Les rémunérations dues par Dredging Environmental & Marine engineering NV, filiale à 100% de CFE SA, et par CFE SA en vertu de ces contrats, s'élèvent à 1.191 milliers d'euros et 650 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018.
- Il n'y a pas de transactions avec les Administrateurs délégués sans préjudice de leur rémunération. De même, il n'y a pas de transactions avec les sociétés Trorema SPRL, Frédéric Claes SA, 8822 SPRL, D2C Partners, Almacon BVBA et Artist Valley SA sans préjudice de la facturation de ces sociétés au titre de leur contrat de prestation de services. Des prêts ont été accordés à certains membres de la direction de CFE Contracting dans le cadre des plans de stock option qui leur ont été octroyés.
- Au 30 juin 2018, le groupe CFE exerce un contrôle conjoint sur notamment Green Offshore, Rent-A-Port NV et leurs filiales.
- Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint. Ces transactions sont effectuées sur une base de prix de marché.
- Durant le 1^{er} semestre 2018, il n'y a pas eu de variations significatives dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2017. Les transactions commerciales ou transactions de financement entre le groupe et des entreprises associées et partenariats, intégrées suivant la méthode de mise en équivalence se présentent comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2018	Décembre 2017
Actifs vers les parties liées	478.409	445.634
Actifs financiers non courants	151.513	143.203
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	305.051	281.761
Autres actifs courants	21.845	20.670
Passifs vers les parties liées	104.459	106.555
Autres passifs non courants	1.578	3.542
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	102.881	103.013

(milliers d'euros)	Juin 2018	Juin 2017
Charges & produits envers les parties liées	266.002	318.386
Chiffre d'affaires & produits des activités annexes	281.934	322.004
Achats & autres charges opérationnelles	(20.453)	(9.069)
Charges & produits financiers	4.521	5.451

23. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

24. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES

Les activités du groupe CFE à l'international pour les pôles contracting et promotion immobilière se réalisent principalement dans la zone euro. En conséquence, l'exposition de ces pôles au risque de change est très limitée ainsi que l'impact sur les états financiers. Par contre, le pôle dragage et environnement réalise une grande part de ses activités à l'international. Ces activités sont majoritairement effectuées en US Dollar ou en devises qui y sont étroitement liées. DEME pratique des couvertures de taux.

25. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

DEME effectue des recherches afin d'accélérer l'efficacité de sa flotte. Elle mène également en partenariat avec les universités et la région flamande des études afin de développer la production d'énergie durable en milieu marin.

26. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité de construction est saisonnière et influencée par les conditions climatiques hivernales.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice. La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les états financiers semestriels du groupe.

Les produits et charges des activités que le groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Au conseil d'administration

Dans le cadre de notre mandat de commissaire, nous vous faisons rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée. Cette information financière intermédiaire consolidée comprend la situation financière consolidée résumée clôturée le 30 juin 2018, le compte de résultats consolidé résumé, l'état consolidé résumé du résultat global, l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie pour le semestre clôturé à cette date, ainsi que les notes sélectives 1 à 26.

Rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée

Nous avons effectué l'examen limité de l'information financière intermédiaire consolidée de Compagnie d'Entreprises CFE SA (« la société ») et ses filiales (conjointement « le groupe »), préparée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Le total de l'actif mentionné dans la situation financière consolidée résumée s'élève à 4 786 625 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du groupe) de la période s'élève à 51 849 (000) EUR.

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire consolidée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire consolidée sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables, et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur l'information financière intermédiaire consolidée.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée de Compagnie d'Entreprises CFE SA n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Paragraphe d'Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les informations reprises dans la note 13 de l'information financière intermédiaire consolidée qui décrivent les incertitudes quant au paiement des créances dues par l'Etat tchadien et les actions entamées pour faciliter leur paiement.

Zaventem, 27 août 2018

Les commissaires

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Michel Denayer

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Rik Neckebroek